

Faire carrière dans l'humanitaire

CHARLOTTE MAISIN

À table, ça discute ferme : « Rester ou rentrer ? », telle est l'inexorable question de ces expatriés qui ont débarqué plein d'enthousiasme et d'idéalisme à vingt-cinq ans et commencent à passer le cap de la trentaine, celui où d'autres questions se posent, comme celle de la famille.

Ils sont arrivés avec leur sac à dos, débrouillards, pragmatiques, courageux et ambitieux. Pour s'installer seul dans la région des Grands Lacs, côté congolais, il ne faut pas avoir froid aux yeux. Il faut aussi avoir une vision claire de ce que l'on veut dans la vie : une carrière internationale en faveur des populations les plus démunies. Un intérêt propre conjugué à un intérêt général. Pourtant, si la motivation de départ était teintée d'une bonne dose d'intérêt général, petit à petit avec les années qui avancent, c'est l'intérêt personnel qui se taille la part du lion.

AU SUD-KIVU, ON EMBAUCHE

La Génération Y — née entre 1980 et 1990 — basée aux quatre coins du monde a des opportunités. En effet, dans le seul Sud-Kivu — un territoire grand comme trois fois la Belgique —, on dénombre cinquante-huit organisations non gouvernementales internationales d'urgence et de développement majoritairement basées en Europe et aux États-Unis, six organisations internationales telles que la Banque mondiale et la Coopération technique belge et treize agences des Nations unies. Un secteur d'activité en soi où les mutations internes et interorganisationnelles sont nombreuses. Il suffit d'entrer dans le filon pour ensuite pouvoir y naviguer à l'aise. Les possibilités de promotion et les plans de carrière sont possibles et à la hauteur d'une certaine idée que la Génération Y a d'elle-même : libre et compétente.

La compétence ne fait aucun doute. Les jeunes expatriés placent le travail avant tout le reste, puisque peu d'autres repères durables les ancrent à leur lieu de vie. Le déracinement est réel, et très vite, le travail prend le relai d'une famille qu'on ne voit que quelques semaines par an. La barre professionnelle est placée haut, proportionnellement aux responsabilités qu'on fait porter à ces jeunes se retrouvant chefs d'entreprise et gestionnaires de budget conséquent à une petite trentaine d'années. Et puisque leur vie quotidienne est dépourvue de toute organisation pratique et matérielle (l'ONG s'arrange pour que tout soit pris en charge à la maison), les excuses pour quitter le boulot à 17 heures 30 n'existent pas. De toute façon, pour faire quoi? Le Sud-Kivu ne regorge pas des activités qui font le quotidien des expatriés provenant, pour la plupart, de New York, Londres, Paris ou Bruxelles... Quant à la vie sociale, elle fluctue, se fait et défait au rythme des remplacements et départs incessants. Une durée de travail d'une année est un record dans ce petit monde où les opportunités se saisissent. Un rythme qui convient assez bien à cette jeune génération d'expatriés qui rêve de son curriculum vitæ la nuit. Mais, à l'aube de la trentaine, quand parfois une vie de famille s'envisage, une petite question embêtante vient perturber les douces nuits de ces imperturbables carriéristes...

« ET APRÈS ? QUE FAIRE ? »

Pour certains, il y a un plan de carrière tout pensé et on espère qu'il ne subira pas de couacs. Une vie de famille ou de couple dont les projets ne coïncident pas complètement avec le plan de carrière projeté. Dans ces cas-là, mieux vaut être célibataire. Et accepter de jouer dans un milieu très compétitif qui vous conduira peut-être tout droit à Washington, Genève ou New York, là où les choses se décident et se pensent. D'autres font le choix de rentrer chez eux, au prix d'une réadaptation difficile où il faut réapprendre à être considéré comme « peu expérimenté » et vivre sans l'exaltation quotidienne de gérer plusieurs dizaines de personnes sous l'effet de cette adrénaline qui vous fait lever le matin sans savoir de quoi sera faite votre journée. De métro-boulot-dodo, il n'en est pas question au Sud-Kivu, surtout lorsque l'on vit sous la menace permanente d'être en danger et de travailler là où tout est possible : de l'attaque par des groupes rebelles au soulèvement populaire. Ce sentiment d'insécurité, nettement accentué par les dispositifs sécuritaires (parfois aberrants) mis en place par les ONG elles-mêmes, se mue en réelle addiction, au point que certains lassés par une région qui ne leur fournit plus l'adrénaline suffisante s'en vont autre part, où la vie est plus extrême... Bref, rares sont ceux qui parviennent à rentrer. Mais le prix du retour reste, sans doute, une vie de couple et de famille. Et la perspective de ne pas être riche, mais seul, à quarante ans.

CARRIÈRE ET HUMANITAIRE : DU WIN-WIN?

Finalement, au-delà des considérations strictement personnelles, il s'agit de démonter un mythe. En effet, vouloir faire carrière n'est à priori pas problématique. Mais, dans un secteur qui se dit « humanitaire », cela peut poser question. Quand l'altruisme devient un alibi au service d'un intérêt d'abord personnel, on est en droit de s'interroger. Est-ce dans l'intérêt des populations démunies qu'on reste au Sud-Kivu? Qu'on se détrompe, les intérêts des expatriés sont au cœur du débat et, très souvent, prennent le dessus sur le reste... Le reste, c'est l'intérêt — à long terme — de la présence des ONG au Sud-Kivu. Les ONG sont aussi des entreprises qui veulent assurer à leur personnel des contrats intéressants et durables.

Alors, faire carrière et vivre dans l'euphorie du moment ou brader son propre intérêt dans l'espoir de retrouver un équilibre à plus long terme? Rester ou rentrer? Et finalement, égoïstes ou altruistes, ces humanitaires des ONG? Les Congolais, éberlués de voir ces jeunes adultes blancs s'emplier les poches sans en faire profiter d'autres y répondent : « Ces Blancs sont fous, ils préfèrent les chiens aux enfants... » ■